



VOIE PROFESSIONNELLE MENACEE

LE 12 DECEMBRE, EXIGEONS L'ABANDON DU PROJET MACRON – GRANDJEAN !

Le projet Macron c'est le démantèlement de la voie professionnelle :

- Une double tutelle (ministères du travail et de l'éducation nationale) lourde de menaces,
- La fermeture des formations prétendues non insérantes :
 - ⇒ Carte des formations réduite aux seuls débouchés locaux,
 - ⇒ Restriction des possibilités d'orientation de nos élèves,
 - ⇒ « Reconversion » (= plan social) pour un nombre important d'entre nous,
- Une année de Terminale amputée
 - ⇒ Une centaine d'heures de cours en, moins pour nos élèves
 - ⇒ Des examens avancés en mai
 - ⇒ Des modules aux contours flous
 - ⇒ Un stage supplémentaire pour une insertion à tout prix et à (très) bas coût !
- Un alignement sur l'apprentissage :
 - ⇒ Qui est plus discriminant,
 - ⇒ Pour lequel le taux de rupture de contrat est important,
 - ⇒ Qui forme moins à la réflexion et à l'esprit critique.



LA REFORME EST A L'OPPOSE DE NOS AMBITIONS, C'EST POURQUOI NOS ORGANISATIONS APPELLENT A LA JOURNEE DE GREVE NATIONALE DU MARDI 12 DECEMBRE, POUR OBTENIR L'ABANDON DE CE PROJET.

**MARDI 12 DECEMBRE - TOUTES ET TOUS EN GREVE
RASSEMBLEMENT DES 14 HEURES DEVANT LE RECTORAT DE MONTPELLIER**



**CONTRE LA CASSE DU LYCEE PROFESSIONNEL
POUR L'AVENIR DE NOS ELEVES
TOUTES ET TOUS EN GREVE MARDI 12 DECEMBRE**

La ministre déléguée à l'enseignement et la formation professionnels s'arcoute sur ses positions de casse du lycée professionnel en voulant imposer une dégradation brutale et scandaleuse de la classe de terminale. Le calendrier imposé est de surcroît intenable et irrespectueux du travail des personnels car la mise en œuvre de ce projet est envisagée dès la rentrée 2024.

Concrètement, le parcours commun des élèves de lycée pro serait diminué de 6 semaines et les épreuves aux examens avancées afin d'introduire un parcours personnalisé de 6 semaines. Ce projet est bien une forme de recyclage de l'échec criant du bac Blanc.

Après un bac pro 3 ans, c'est un bac pro 2,5 ans, voire 2 ans qu'organise le ministère. Au prétexte de diversification, le ministère détournerait un grand nombre d'heures de cours pour répondre à une commande présidentielle : suppression de 2h d'AP ou de co-intervention en 2^{nde} et 1^{ère}, augmentation du nombre de semaines de stages. Inacceptable quand nos élèves ont besoin de plus et mieux d'école. C'est toute l'architecture du bac pro qui est laminée.

Imposer des stages en juin en lieu et place des épreuves actuelles est absurde et dangereux pour les élèves des lycées pros qui seront en concurrence avec les élèves de 2^{nde} GT dont le capital réseau pour trouver des entreprises d'accueil est plus important.

Comme si cela ne suffisait pas, cette dévalorisation du bac pro s'accompagne, dès cette année, de la refonte de la carte des formations qui prévoit la réduction de 15 % des places de formation actuelles décrétés « non-insérantes » à la rentrée 2026. Ce qui ne laisse guère de doute sur l'ampleur des suppressions de postes et des reconversions forcées que vont subir les collègues.

Ce n'est ni l'intérêt des élèves ni celui des personnels qui conduit cette réforme. Avec les personnels, nous refusons ce projet : le ministère portera la lourde responsabilité d'un accroissement du décrochage scolaire, de résultats en baisse aux examens et d'une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels. C'est clairement une annualisation du temps de travail des PLP qui se profile.

Le ministère veut prendre de court les PLP, les élèves et leurs organisations représentatives dans un agenda très rapide : les textes passeront au Conseil supérieur de l'Éducation le 14 décembre. C'est une nouvelle fois un profond mépris envers les PLP et leurs syndicats.

Pour stopper ce démantèlement organisé de nos lycées pros et contre cette dégradation de la classe de terminale nos organisations mèneront le combat en intersyndicale.

L'intersyndicale appelle tous les personnels à échanger et organiser partout des heures d'information syndicale et des assemblées générales d'établissement pour préparer et réussir une mobilisation d'ampleur le mardi 12 décembre pour exiger le retrait de cette réforme des lycées pros.